

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48

Excusés : 23

Absents : 9

REUNION DU 16 DECEMBRE 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **LUNDI SEIZE DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **DIX DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. LAPORTE Pierre, Mme FILIPOVIC Biljana, M. CARRE Julien, M. DACHIVILLE Romain, Mme ELSODY Arhella, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. JIAR Youssef, M. BLANCHET Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie, M. PRUNIER Gérald, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme FAOUZI Hanane, Mme MEGHRAOUI Gemmila,

ABSENTS

Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MEIGNEN Thierry, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, Mme YOUSSEUF Mélissa.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

M. Olivier GUYON

DELIBERATION N°167 – FONCIER - DELEGATION A LA COMMUNE DE BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PRIORITE DANS LE SECTEUR D'INTERET COMMUNAL – DELEGATION AU BAILLEUR SEGENS

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Julien CARRE ,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.5219-5 et L.5211-9,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.240-1 et suivants, R.211-1 et suivants, R.213-1 et suivants,

Vu la délibération n° 17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité ;

Vu la délibération n° 49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité ;

Vu la délibération n°53 – Aménagement- du 11 juillet 2020 portant sur la délégation à la commune de Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,

Vu la convention d'intervention foncière entre l'établissement public foncier d'Ile-de-France, la commune de Blanc-Mesnil et l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol signée le 19 juillet 2019,

Vu la délibération n°159 du conseil de territoire du 18 décembre 2023 et la délibération rectificative n°14 du 26 février 2024 concernant la délégation à la commune de Blanc-Mesnil et de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal.

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-0937 du 19 avril 2019 de création de la commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde de la copropriété « Les Caravelles » au Blanc-Mesnil,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20241216-167-16-12-2024-DE
Date de télétransmission : 31/12/2024
Date de réception préfecture : 31/12/2024

Vu les conclusions de la commission d'élaboration de Plan de Sauvegarde du 26 mai 2021 présidée par le Sous-Préfet de Seine-Saint-Denis approuvant l'engagement d'un Plan de Sauvegarde d'une durée de 5 ans sur la copropriété,
Vu l'arrêté préfectoral n°2022-0645 du 20 janvier 2022 approuvant le Plan de Sauvegarde de la copropriété Les Caravelles au Blanc-Mesnil,
Vu la convention de portage immobilier et foncier pour l'intervention ciblée en vue du redressement de la copropriété les caravelles au Blanc Mesnil dans le cadre du plan de sauvegarde du 14 décembre 2022

Considérant que la copropriété dénommée « Les Caravelles », située au 210 avenue du 8 mai 1945 au Blanc-Mesnil et cadastrée section AB n°205, fait l'objet d'un plan de sauvegarde visant à son redressement.

Considérant que le bailleur SEQENS est chargé, dans le cadre de ce plan de sauvegarde, du portage foncier et immobilier nécessaire à la réalisation du plan de sauvegarde.

Considérant qu'en application de l'article L. 211-2 du code de l'urbanisme, il est possible de déléguer le droit de préemption à un tiers afin de faciliter la mise en œuvre des opérations d'intérêt général, et notamment à des organismes à loyer modéré en vue de la réalisation d'opérations de copropriétés dégradées.

Considérant que la parcelle cadastrée section AB n°205, assiette foncière de la copropriété « Les Caravelles », est actuellement soumise au droit de préemption délégué à la commune.

Considérant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt du plan de sauvegarde, de modifier le délégataire du droit de préemption afin de permettre au bailleur SEQENS d'assurer pleinement sa mission.


Après en avoir délibéré :

- **Déléguer** le droit de préemption concernant la parcelle cadastrée section AB n°205 à SEQENS, en application des dispositions de l'article L. 211-2 du code de l'urbanisme, pour la durée nécessaire à la mise en œuvre du plan de sauvegarde.
- **Approuve** que les autres éléments des délibérations n° 159 et n° 14 des conseil de territoire du 18 décembre 2023 et du 26 février 2024 restent inchangés tel que reportés à la cartographie annexée à la présente délibération.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Blanc-Mesnil et au siège de l'EPT pendant un mois. Mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département. Par ailleurs, une copie de la délibération et de ses annexes sera adressée au directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux.
- **Précise** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et sera publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adopte à la majorité

(68 voix pour, 1 voix contre : Rachid Belouchat,
2 abstentions : Didier Mignot, Oussouf Siby)

 **Le Président**
Bruno BESCHIZZA